

# Emplois au Canada : comprendre les marchés du travail locaux en transformation

*Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans Le Quotidien, le mercredi 30 novembre 2022*

---

Depuis plusieurs décennies, la population active canadienne est façonnée par de nombreuses tendances démographiques et sociales à long terme. Le vieillissement de la génération du baby-boom a contribué directement à la diminution de la proportion d'adultes qui participent à la population active, ce qui soulève des questions sur l'offre de main-d'œuvre et les niveaux de vie futurs. Compte tenu de la nécessité de s'assurer que le nombre de travailleurs possédant les bonnes compétences est suffisant pour pourvoir les postes vacants après les départs à la retraite, la scolarité joue un rôle de plus en plus important dans le façonnement des possibilités d'emploi, particulièrement en ce qui concerne les emplois mieux rémunérés.

Parallèlement au vieillissement de la population, plusieurs décennies d'évolution des normes sociales ont contribué à combler l'écart entre les femmes et les hommes du principal groupe d'âge actif (25 à 54 ans) en ce qui concerne leur activité sur le marché du travail. De même, l'activité sur le marché du travail a augmenté pour de nombreux groupes issus de la diversité, y compris les Autochtones et les groupes racisés.

Au moment où un nombre record de Canadiens approchent de l'âge de la retraite, les administrations publiques et les employeurs comptent sur l'augmentation des niveaux d'immigration pour aider à combler les pénuries de main-d'œuvre actuelles et futures. Les immigrants ont mis leurs compétences et leurs talents au service du marché du travail, tout en cherchant à surmonter les obstacles à leur pleine participation à la société.

Avec ces changements démographiques et sociaux comme toile de fond, les changements technologiques, la concurrence internationale et la pandémie de COVID-19 ont mis en évidence la mesure dans laquelle certains groupes de travailleurs pourraient tirer profit de l'avenir du travail et des possibilités de demain, tandis que d'autres sont plus vulnérables aux ralentissements économiques à court terme et aux changements structurels à long terme.

La diffusion d'aujourd'hui des résultats du Recensement de 2021 portant sur le travail, ainsi que les diffusions sur la scolarité, le navettage et les langues utilisées au travail, fournit de nouveaux éclairages sur les emplois occupés par les Canadiens et sur la mesure dans laquelle l'obtention d'un emploi nécessite de plus en plus une formation scolaire. Ces nouvelles données du recensement mettent également en évidence la façon dont la diversité croissante de la population active canadienne, dans le contexte du vieillissement de la population, contribue à la croissance et à la prospérité. Enfin, la diffusion d'aujourd'hui illustre la façon dont les circonstances locales se conjuguent aux forces sociales, économiques et technologiques pour façonner les possibilités du marché du travail dans les collectivités partout au pays.

Les données du Recensement de 2021 reflètent les conditions du marché du travail en mai 2021. Les données de l'Enquête sur la population active (EPA) diffusées précédemment indiquent que, en mai 2021, le marché du travail s'était redressé fortement depuis les premiers mois de la pandémie, qui a débuté en mars 2020. Toutefois, en mai 2021, l'emploi était tout de même en deçà de son niveau pré-pandémie (-559 000, soit -2,9 %) et le taux de chômage s'est établi à 8,0 %, comparativement au sommet de 13,4 % qu'il a atteint en mai 2020.



## Faits saillants

Dans le contexte du vieillissement de la population et de la pandémie de COVID-19, le nombre de travailleurs de la santé augmente de plus de 200 000 en cinq ans pour atteindre 1,5 million en 2021.

Le secteur de la construction, qui compte plus de 1,3 million de travailleurs, demeure un employeur important pour les hommes travaillant principalement comme manœuvres et dans des métiers spécialisés.

La croissance de l'emploi dans les services professionnels, scientifiques et techniques dépasse celle de tous les autres secteurs, et 1,5 million de personnes y travaillaient en 2021.

Quatre millions de Canadiens occupent des professions de la vente et des services.

Le taux d'activité a diminué, passant de 65,2 % en 2016 à 63,7 % en 2021, car davantage de baby-boomers atteignent l'âge de la retraite ou s'en approchent.

De 2016 à 2021, un nombre record de 1,3 million de nouveaux immigrants sont venus au Canada chercher des possibilités d'emploi, ce qui a stimulé la croissance du marché du travail.

Les immigrants récents en 2021 ont connu des taux de chômage plus faibles que les cohortes antérieures.

Les taux d'activité ont augmenté de 2016 à 2021 pour de nombreux groupes racisés, et des augmentations notables ont été enregistrées chez les Canadiens d'origine coréenne et asiatique occidentale.

Les taux d'activité ont diminué chez les membres des Premières Nations et les Inuit, car la croissance de leur population active est inférieure à leur croissance démographique.

Dans les plus grandes villes du Canada, les taux d'emploi en 2021 sont les plus élevés parmi celles du Québec et des Prairies.

Le secteur de l'information, des communications et de la technologie est un employeur clé dans six centres de haute technologie canadiens et employait plus de 600 000 travailleurs à l'échelle nationale en 2021.

En mai 2021, 4,2 millions de personnes travaillaient à domicile, en hausse par rapport à 1,3 million en 2016.

Le travail à domicile est plus répandu dans les grandes villes et parmi les personnes exerçant une profession libérale, et plus de 5 % des télétravailleurs ont déménagé de l'endroit où ils vivaient 12 mois auparavant.

Malgré un sommet inégalé du nombre et de la proportion de Canadiens parlant une langue non officielle à la maison, le français et l'anglais sont demeurés les langues de convergence dans les milieux de travail partout au pays puisque 98,7 % des travailleurs utilisaient l'une de ces deux langues le plus souvent au travail. Dans l'ensemble, 77,1 % des travailleurs utilisaient principalement l'anglais au travail, 19,9 % utilisaient principalement le français et 1,7 % utilisaient le français et l'anglais à égalité.

## Le marché du travail du Canada est sous tension depuis mai 2021

Depuis le jour du recensement, le marché du travail canadien continue d'évoluer, et l'emploi s'est redressé pour atteindre à l'automne 2021 des niveaux pré-pandémie. Les conditions du marché du travail ont continué d'être tendues en 2022 vu le nombre sans précédent de postes vacants, qui a culminé à 1,0 million en mai 2022.

En outre, à l'été 2022, le taux de chômage a atteint un creux historique, à savoir 4,9 %. Parallèlement, les salaires moyens ont connu une forte croissance, augmentant de plus de 5 % sur 12 mois depuis l'été 2022. Toutefois, cette croissance des salaires moyens ne s'est pas produite au même rythme que l'inflation, qui a atteint des niveaux sans précédent depuis 1991.

## Les possibilités d'emploi actuelles et futures sont façonnées par les industries et les professions émergentes

### Forte croissance de l'emploi dans les secteurs des soins de santé, des services professionnels et techniques ainsi que de la construction

Depuis le début du 21<sup>e</sup> siècle, l'emploi au Canada a été stimulé par une croissance soutenue dans trois secteurs : les soins de santé et l'assistance sociale; la construction ainsi que les services professionnels, scientifiques et techniques. De 2001 à 2021, ces secteurs ont collectivement représenté plus de la moitié de la croissance nette de l'emploi et, en septembre 2022, ont représenté près du tiers (30,4 %) de l'ensemble des emplois.

Les autres secteurs relativement importants qui ont chacun contribué, de 2001 à 2021, à plus de 10 % des augmentations nettes de l'emploi au Canada sont les services d'enseignement, le commerce de détail ainsi que les administrations publiques. En revanche, l'emploi dans les secteurs de l'agriculture et de la fabrication a diminué de 2001 à 2021.

La croissance dans ces secteurs se reflète dans les emplois occupés par les Canadiens au cours de la semaine de référence du recensement (du 2 au 8 mai 2021). Près de 48 000 personnes travaillaient comme aides familiaux résidents et aidants dans des maisons privées au sein de grandes et petites collectivités. De plus, 191 000 entrepreneurs et contremaîtres des métiers techniques travaillaient aux côtés de 948 000 travailleurs de métiers techniques pour accroître l'infrastructure et le parc de logements du pays. Parallèlement, plus de 614 000 professionnels, concepteurs, programmeurs et techniciens en informatique et en technologies de l'information, dont 68 000 immigrants récents, ont contribué à soutenir l'économie numérique du Canada.

### Dans le contexte du vieillissement de la population et de la pandémie de COVID-19, le nombre de travailleurs de la santé augmente de plus de 200 000 de 2016 à 2021

En raison des besoins en soins de santé d'une population vieillissante et de la nécessité de réagir aux répercussions de la pandémie sur la santé, le nombre de personnes qui travaillent dans des professions de la santé autres que la gestion a augmenté de 204 000 (+16,8 %) de 2016 à 2021. En 2021, 80,1 % des près de 1,5 million de personnes qui travaillaient dans des professions de la santé étaient des femmes, soit la même proportion que celle enregistrée en 2016.

Malgré une forte croissance de l'emploi dans ces professions, à l'été 2022, le nombre de postes vacants dans les professions de la santé a atteint un sommet inégalé et a augmenté de façon constante depuis que Statistique Canada a commencé à recueillir des données sur les postes vacants, en 2015. L'un des défis à relever pour pourvoir ces postes est l'éducation exhaustive et spécialisée requise pour de nombreuses professions de la santé. En 2021, près de la moitié (45,6 %) des travailleurs de la santé autres que les gestionnaires occupaient des postes nécessitant un baccalauréat ou un diplôme de niveau supérieur, principalement dans des emplois de professionnels comme les postes de médecin et d'infirmière ou infirmiers autorisés. En outre, 22,8 % des professions exigeaient deux ans ou plus de formation collégiale ou de formation de longue durée (y compris des professions techniques comme les infirmières ou infirmiers auxiliaires, les massothérapeutes et les hygiénistes dentaires) et le reste des professions (31,6 %) exigeaient habituellement moins de deux ans de formation collégiale ou une combinaison de programmes de formation de courte durée pour le personnel de soutien comme les aides-infirmiers ou aides-infirmières et les aides-soignants ou aides-soignantes.

Comme il est indiqué dans le [communiqué du recensement sur la scolarité](#), le nombre de personnes en âge de travailler qui sont titulaires d'un diplôme en soins de santé a augmenté de près du quart (+24,1 %) de 2016 à 2021 pour atteindre 691 000, ce qui constitue une hausse plus marquée que l'augmentation globale du nombre de personnes en âge de travailler qui sont titulaires d'un diplôme (+19,1 %).

En mai 2021, près du tiers (31,1 %) des Canadiens qui travaillaient dans des professions de la santé faisaient partie d'une population racisée, comparativement à 26,5 % de l'ensemble des Canadiens. Près de 1 médecin généraliste et médecin de famille canadien sur 4 (24,8 %) était d'origine chinoise, arabe ou sud-asiatique, ce qui illustre l'importante contribution des groupes issus de la diversité au secteur des soins de santé. Parallèlement, les

---

Canadiens noirs représentaient 15,6 % des personnes qui travaillaient comme aides-infirmières, aides-soignantes ou préposées aux bénéficiaires, et les Canadiens d'origine philippine représentaient 14,6 % des personnes qui travaillaient dans ces professions.

### **Le secteur de la construction demeure un employeur important pour les hommes travaillant principalement comme manœuvres et dans des métiers spécialisés**

La construction représente environ 7,5 % du produit intérieur brut du Canada, et le secteur est essentiel à la création et à l'entretien de l'infrastructure bâtie du Canada, y compris les logements, les routes et les ponts ainsi que les centres communautaires. En 2021, un peu plus de 1,3 million de personnes travaillaient dans ce secteur, en hausse comparativement à 1,2 million de personnes (+9,2 %) enregistrées en 2016.

Le secteur de la construction est une importante source d'emplois pour les Canadiens ayant différents niveaux de scolarité. Plus de la moitié (51,8 %, soit 601 000) des 1,1 million de professions autres que la gestion dans le secteur de la construction étaient des professions qui exigeaient au moins deux ans d'apprentissage ou au moins deux ans d'études collégiales. En outre, 22,3 % étaient des postes qui exigeaient un niveau collégial, une formation spécialisée ou une formation d'apprenti de moins de deux ans, et plus du cinquième (22,1 %) étaient des professions qui exigeaient un diplôme d'études secondaires ou qui n'avaient aucune exigence en matière de formation scolaire.

Bien que le secteur de la construction ait enregistré l'un des taux de postes vacants les plus élevés en 2022, la diffusion d'aujourd'hui du recensement sur la scolarité a permis de constater que le nombre d'apprentis en âge de travailler a stagné ou diminué dans trois grands domaines de métiers, soit les métiers de la construction, les technologies de mécanique et de réparation et le travail de précision, en partie en raison du nombre moins élevé de jeunes travailleurs qui remplacent les baby-boomers prenant leur retraite.

En 2021, la grande majorité (86,3 %) des personnes travaillant dans le secteur de la construction étaient des hommes, soit presque la même proportion qu'en 2016 (87,4 %). La plupart des hommes dans le secteur de la construction travaillaient dans les métiers, le transport, la machinerie et les domaines apparentés, notamment comme aides de soutien des métiers et manœuvres en construction (143 000), charpentiers (128 000), entrepreneurs et contremaîtres des métiers techniques (106 000) et électriciens (74 000).

Parmi les 182 000 femmes qui travaillaient dans le secteur de la construction en 2021, 1 sur 4 (25,0 %, soit 46 000) occupait une profession liée aux métiers, au transport, à la machinerie et aux domaines apparentés, et plus de la moitié (53,9 %) occupaient des postes relatifs aux affaires, à la finance et à l'administration et travaillaient principalement comme agentes d'administration, adjointes administratives, commis à la comptabilité et employées de soutien de bureau générales.

### **Un large éventail de professions contribue à la croissance de l'emploi dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques**

De 2016 à 2021, le nombre de personnes travaillant dans les services professionnels, scientifiques et techniques a augmenté pour atteindre près de 1,5 million de personnes (+219 000, soit +17,3 %), soit un taux supérieur au taux de croissance de tous les autres secteurs. Les hommes représentaient 56,1 % des employés de ce secteur, soit une proportion semblable à celle de 2016 (55,4 %).

En 2021, les services professionnels, scientifiques et techniques employaient les gens dans une multitude de professions, y compris des concepteurs/conceptrices et développeurs/développeuses en informatique, logiciel et Web (153 000), des professionnels en gestion des ressources humaines et en services aux entreprises (104 000), des professionnels en finance, en vérification et en comptabilité (95 000) ainsi que des notaires au Québec et des avocats (73 000). Parmi les professions émergentes dans ce secteur, on compte des scientifiques des données (5 000) et des spécialistes de la cybersécurité (4 900).

En 2021, plus de la moitié (57,1 %) des personnes occupant des emplois autres que des postes de gestion dans les services professionnels, scientifiques et techniques exerçaient une profession exigeant un baccalauréat ou un diplôme de niveau supérieur, et près du tiers (32,6 %) avaient besoin d'un niveau collégial, d'une formation

---

spécialisée ou d'une formation d'apprenti. Parallèlement, le nombre de postes vacants dans le secteur a atteint un sommet inégalé à la fin de 2021, ce qui indique que la demande pour un plus grand nombre de ces professionnels diplômés reste forte.

### **Quatre millions de Canadiens occupent des professions de la vente et des services en 2021**

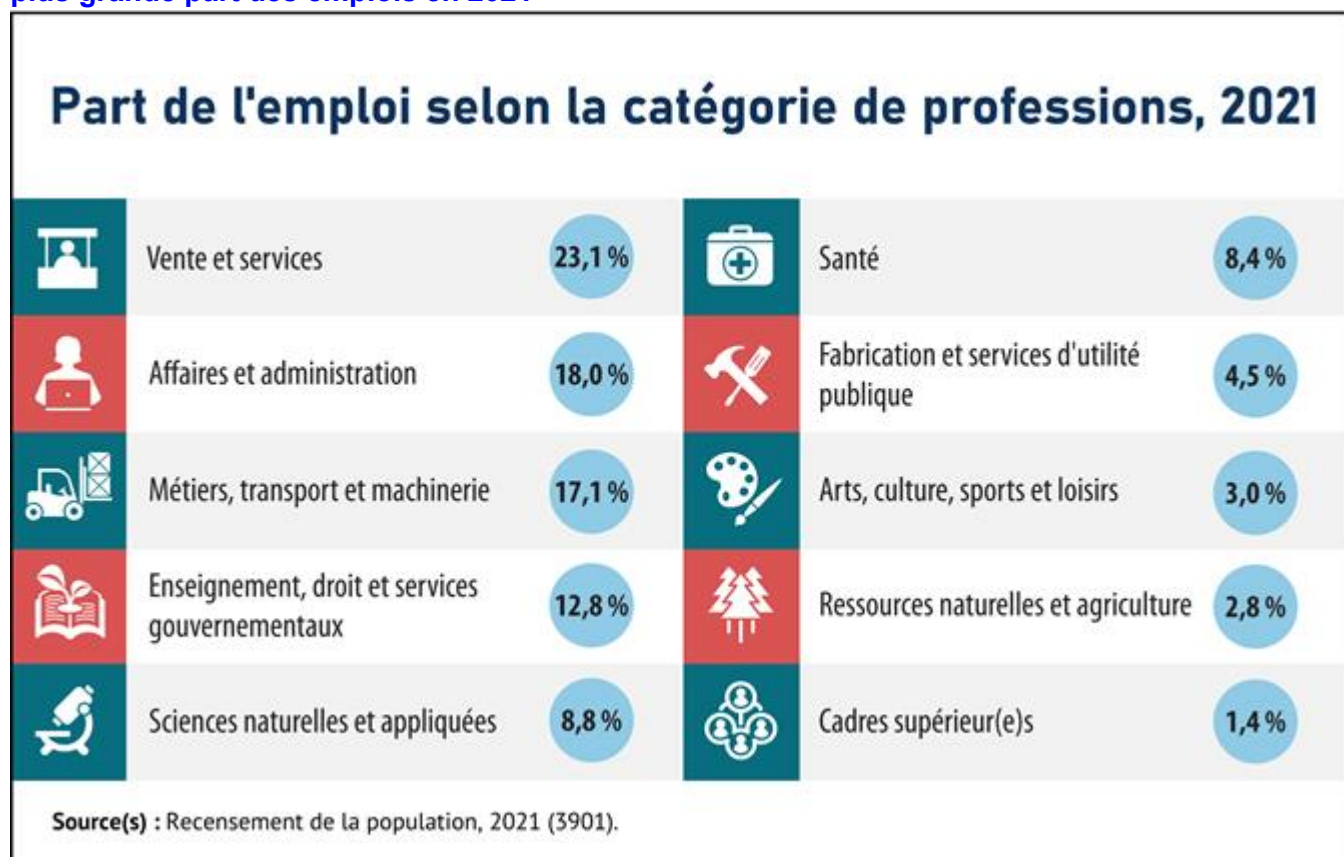
Au cours de la troisième vague de la pandémie au printemps 2021, l'emploi dans les professions de la vente et des services a été particulièrement touché par les fermetures ou les réductions de la capacité d'accueil de la clientèle, et la capacité des employés de travailler à domicile était limitée par la nature du travail. Pourtant, en mai 2021, 4 millions de Canadiens occupaient des professions de la vente et des services, dont 1,4 million dans le secteur du commerce de détail et 783 000 dans le secteur des services d'hébergement et de restauration.

En mai 2021, les professions de la vente et des services représentaient près du quart (23,1 %) des emplois, soit la plus grande part de l'emploi total dans l'ensemble des secteurs. Cette proportion était plus élevée pour tous les groupes racisés que pour l'ensemble de la population, et la plus forte proportion a été observée parmi les Canadiens d'origine coréenne (35,8 %), sud-asiatique (32,2 %) et philippine (30,7 %).

Des quelque 3,4 millions de Canadiens qui occupaient des professions de la vente et des services autres que la gestion en mai 2021, 42,1 %, soit un peu plus de 1,4 million, occupaient des professions qui n'avaient aucune exigence en matière de formation scolaire, y compris le personnel de soutien des ventes (557 000), le personnel de soutien des aliments (409 000) et les nettoyeurs ou nettoyeuses (370 000).

Pour de nombreux jeunes, les professions de la vente et des services sont une importante source de possibilités d'entrer sur le marché du travail et d'acquérir de l'expérience professionnelle. Parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans qui occupaient un emploi en mai 2021, un peu moins de la moitié travaillaient dans des emplois de la vente et des services (48,1 %, soit 977 000). Le plus souvent, ces jeunes travaillaient comme caissiers et autre personnel de soutien aux ventes (284 000) ou de soutien des services de restauration (211 000). Plus de la moitié (54,3 %) des jeunes femmes travaillaient dans la vente et les services, comparativement à un peu plus de 4 jeunes hommes sur 10 (42,3 %).

**Infographie 1 – Les professions dans le domaine de la vente et des services représentaient la plus grande part des emplois en 2021**



**Les emplois exigeant des études secondaires ou aucune formation scolaire ont été les plus durement touchés durant la pandémie**

Au cours d'une année donnée, certains travailleurs peuvent être employés pendant toute l'année, tandis que d'autres travaillent pendant une partie de l'année, soit parce qu'ils passent quelques semaines à étudier, à prendre soin de membres de leur famille ou à exercer d'autres activités, soit parce qu'ils vivent des périodes de chômage. En 2020, au cours des phases initiales de la pandémie, la vulnérabilité aux périodes de perte d'emploi variait d'une profession à l'autre, [certains emplois étant plus protégés que d'autres, en fonction de certains facteurs, notamment si l'emploi contribue à un service essentiel et si ses tâches peuvent être effectuées à domicile.](#)

De nombreux Canadiens âgés de 25 à 54 ans qui occupent des professions ne nécessitant habituellement aucune formation scolaire — comme le soutien des ventes; le soutien dans le domaine de la restauration, de l'hébergement et du tourisme ainsi que le nettoyage et les services connexes — ont été particulièrement durement touchés par les fermetures temporaires d'entreprises survenues durant la pandémie. Cela se reflète dans la proportion de ces 562 000 travailleurs (54,7 %) qui ont travaillé pendant au moins 49 semaines en 2020.

À titre de comparaison, 64,9 % des 904 000 Canadiens occupant un emploi nécessitant un diplôme d'études secondaires en mai 2021 et 78,6 % des 2,08 millions de Canadiens occupant un emploi professionnel exigeant habituellement un diplôme universitaire ont travaillé toute l'année en 2020.

## **Le vieillissement de la population continue d'exercer une pression sur l'offre de main-d'œuvre actuelle et future**

### **Le déclin à long terme de l'activité sur le marché du travail se poursuit à mesure que les baby-boomers atteignent l'âge de la retraite ou s'en approchent**

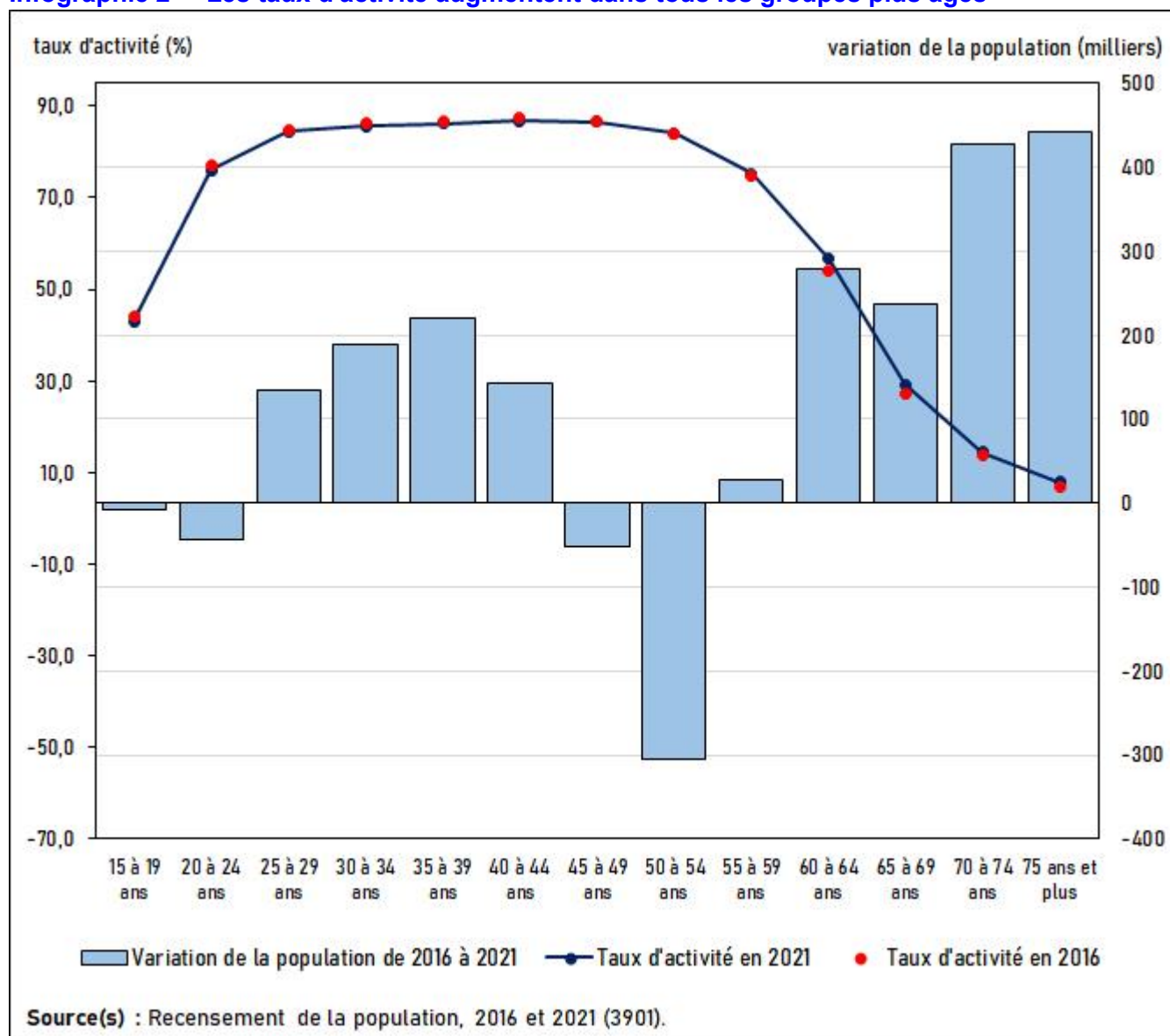
Tandis que la taille de la population active a augmenté de 2016 à 2021 (+638 000, soit +3,4 %), le taux d'activité (ou la proportion de personnes âgées de 15 ans et plus qui sont employées ou au chômage) a diminué, passant de 65,2 % à 63,7 %.

Le taux d'activité global a diminué à chaque recensement depuis 2006, principalement en raison du vieillissement de la génération du baby-boom. Cette tendance s'est poursuivie de 2016 à 2021, plus de 1,4 million de Canadiens (+13,7 %) ayant grossi les rangs des personnes âgées de 55 ans et plus. Malgré l'augmentation de 2016 à 2021 des taux d'activité de chaque groupe d'âge quinquennal allant de 55 à 74 ans, ces taux sont demeurés considérablement inférieurs aux taux d'activité des personnes âgées de 25 à 54 ans et ne suffisaient pas à compenser la pression à la baisse sur l'offre de main-d'œuvre résultant du vieillissement de la population.

Comme l'indique la [diffusion du recensement du 27 avril 2022 sur la transformation démographique du Canada](#), un nombre record de Canadiens en âge de travailler (21,8 %) approchent de la retraite, c'est-à-dire qu'ils ont de 55 à 64 ans. Cela signifie que proportionnellement moins de personnes travaillent, ce qui peut avoir des répercussions plus grandes sur le niveau de vie au Canada.



## Infographie 2 – Les taux d'activité augmentent dans tous les groupes plus âgés



Compte tenu de l'importance des changements démographiques dans la croissance économique, une attention particulière continuera d'être accordée à la mesure dans laquelle l'immigration peut atténuer les effets du vieillissement de la population. Pour aider à éclairer cet enjeu, Statistique Canada établit des projections démographiques, y compris des projections de l'activité future de la population active, en employant une gamme d'hypothèses et de scénarios sur les taux de natalité, les niveaux d'immigration et les taux d'activité futurs, entre autres choses. Pour tous les ensembles d'hypothèses sur les futurs niveaux d'immigration, y compris les hypothèses proches des niveaux observés récemment, le taux global d'activité devrait continuer à diminuer jusqu'en 2036 au moins, en grande partie sous l'effet du vieillissement de la cohorte du baby-boom.

### Un nombre record de nouveaux immigrants sont venus au Canada pour chercher des possibilités d'emploi, ce qui a stimulé la croissance du marché du travail de 2016 à 2021

Bien que l'immigration ne puisse compenser entièrement les effets du vieillissement de la population, elle est une importante source de talents pour la population active du Canada.

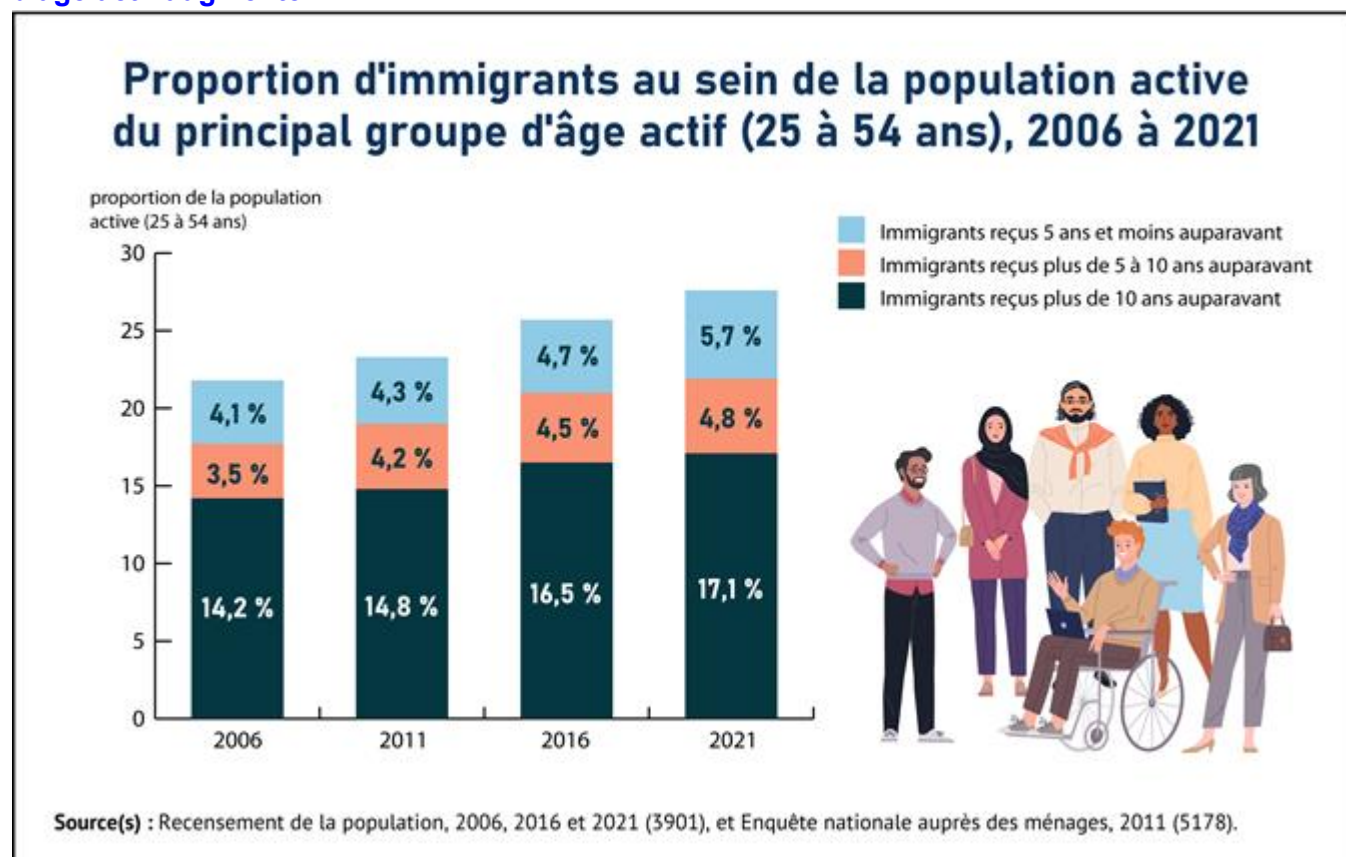


Plus de 1,3 million de nouveaux immigrants ont été admis au Canada de 2016 à 2021, un chiffre plus élevé que tout autre chiffre enregistré au cours des périodes quinquennales précédentes. Un peu plus de 1,1 million de nouveaux immigrants étaient âgés de 15 ans et plus. Ces nouveaux arrivants, en plus des cohortes d'immigrants précédentes, représentaient plus du quart (27,7 %) du principal groupe d'âge actif en 2021, en hausse comparativement à 25,7 % en 2016. Les immigrants de ce groupe d'âge arrivés cinq ans plus tôt ou moins représentaient 5,7 % de la population active en 2021, en hausse par rapport à 4,7 % en 2016.

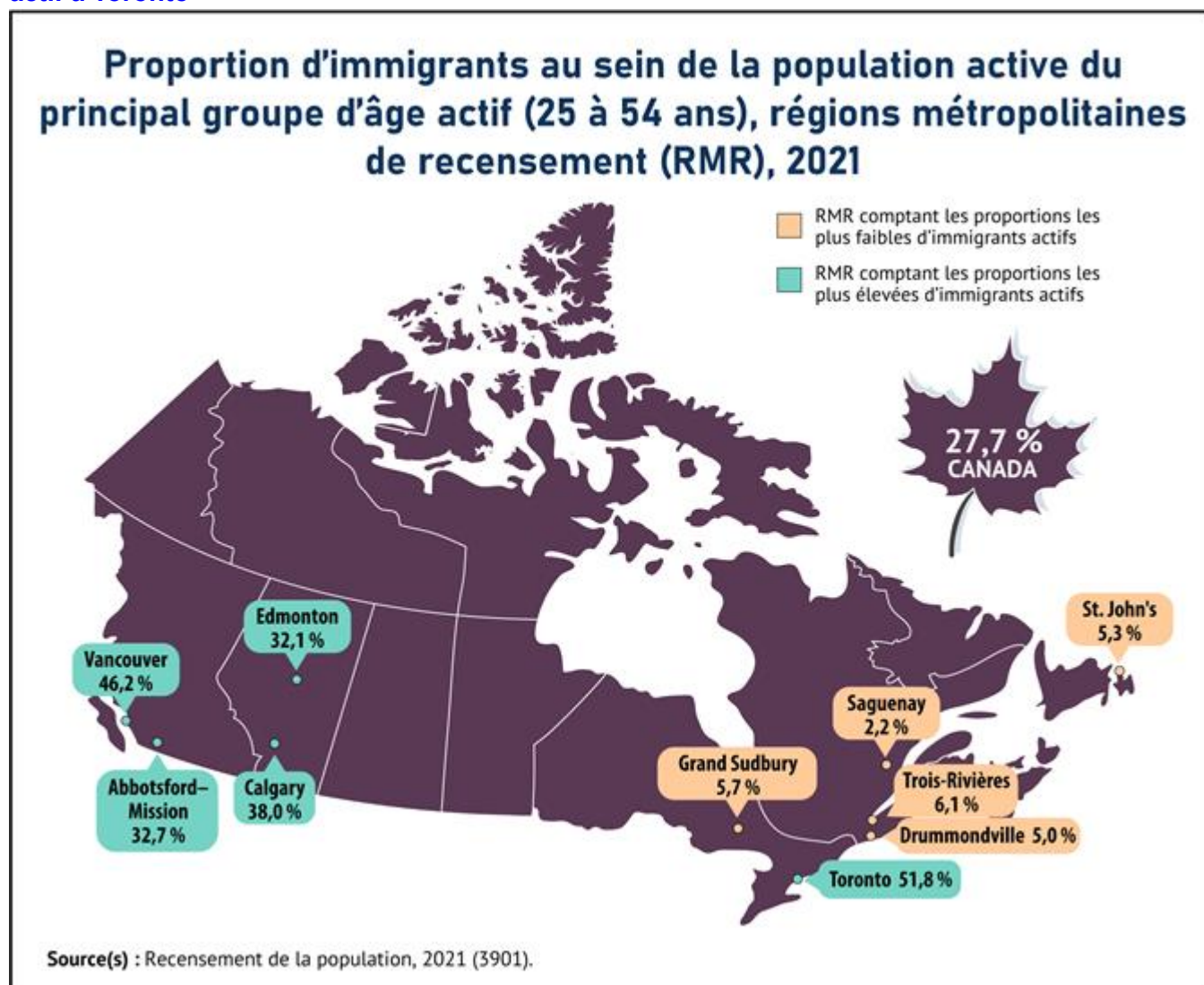
**Les immigrants jouent un rôle important sur le marché du travail partout au pays.** En Ontario, 34,2 % des personnes du principal groupe d'âge actif sont des immigrants, soit la proportion la plus élevée de l'ensemble des provinces et des territoires, suivie de la Colombie-Britannique (33,1 %). Parmi les régions métropolitaines de recensement (RMR, définies comme des centres urbains de 100 000 habitants ou plus), plus de la moitié (51,9 %) des personnes du principal groupe d'âge actif à Toronto sont des immigrants, et 46,2 % de la population active âgée de 25 à 54 ans de Vancouver sont également des immigrants. Les immigrants âgés de 25 à 54 ans représentaient 48,7 % du principal groupe d'âge actif à Brooks, en Alberta, et 13,3 % à Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard, ce qui illustre leur importance sur les marchés du travail à l'échelle du pays, y compris à l'extérieur des plus grandes villes.

En mai 2021, les immigrants contribuaient de façon importante à l'emploi dans toutes les industries et tous les secteurs. Par exemple, les immigrants âgés de 25 à 54 ans représentaient 36,3 % des travailleurs du principal groupe d'âge actif dans les services d'hébergement et de restauration, 37,8 % des travailleurs dans le transport et l'entreposage, 34,1 % des personnes travaillant dans les services professionnels, scientifiques et techniques et 20,1 % des travailleurs âgés de 25 à 54 ans dans la construction.

### Infographie 3 – La proportion d'immigrants au sein de la population active du principal groupe d'âge actif augmente



**Carte 1 – Les immigrants représentent la moitié de la population active de principal groupe d'âge actif à Toronto**



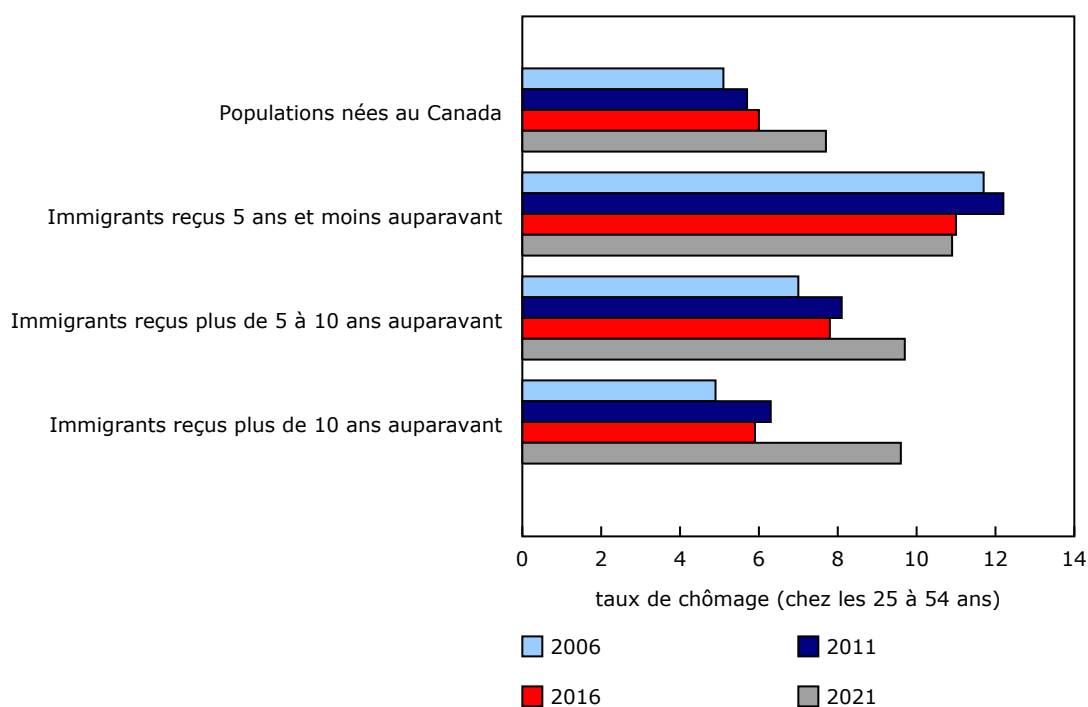
**Les immigrants récents ont un taux de chômage plus faible que celui des cohortes précédentes**

Bien que l'immigration représente une importante source d'offre de la main-d'œuvre, en particulier dans le contexte du vieillissement de la population, les travailleurs qui arrivent au Canada sont souvent confrontés à une période d'adaptation, et les employeurs peuvent avoir de la difficulté à tirer pleinement parti des talents et des compétences que les immigrants ont à offrir. En partie en raison de ces difficultés, le taux de chômage des immigrants récents, c'est-à-dire ceux qui sont arrivés dans les cinq années avant le recensement, est habituellement plus élevé que le taux de chômage des immigrants qui sont au Canada depuis plus longtemps ou que celui des personnes nées au Canada.

Bien que les nouveaux immigrants continuent d'être confrontés à ces difficultés, l'écart entre le taux de chômage des immigrants récents et celui des autres travailleurs était plus faible en 2021 qu'en 2016. Par exemple, parmi les personnes âgées de 25 à 54 ans, les immigrants récents présentaient un taux de chômage de 10,9 % en mai 2021, et le taux chez les non-immigrants était de 7,7 %, soit un écart de 3,2 points de pourcentage. À titre de comparaison, l'écart équivalent en 2016 était de 5,0 points de pourcentage (taux de chômage de 11,0 % pour les immigrants récents et de 6,0 % pour les non-immigrants).

En plus d'afficher des taux de chômage qui ressemblent plus à ceux des non-immigrants en 2021 qu'à ceux des non-immigrants en 2016, les immigrants du principal groupe d'âge actif qui sont arrivés de 2016 à 2021 étaient plus susceptibles que ceux issus de la cohorte quinquennale précédente de travailler dans des secteurs où les salaires horaires moyens étaient supérieurs à la moyenne. Parmi ces secteurs figurent notamment les services professionnels, scientifiques et techniques (15,3 % des immigrants qui se sont établis au cours de la période allant de 2016 à 2021, comparativement à 10,3 % des immigrants qui se sont établis durant la période allant de 2011 à 2016), la finance et les assurances (7,4 % par rapport à 5,1 %) ainsi que le transport et l'entreposage (7,3 % par rapport à 5,0 %).

### Graphique 1 Les immigrants récents ont un taux de chômage plus faible par rapport aux cohortes précédentes

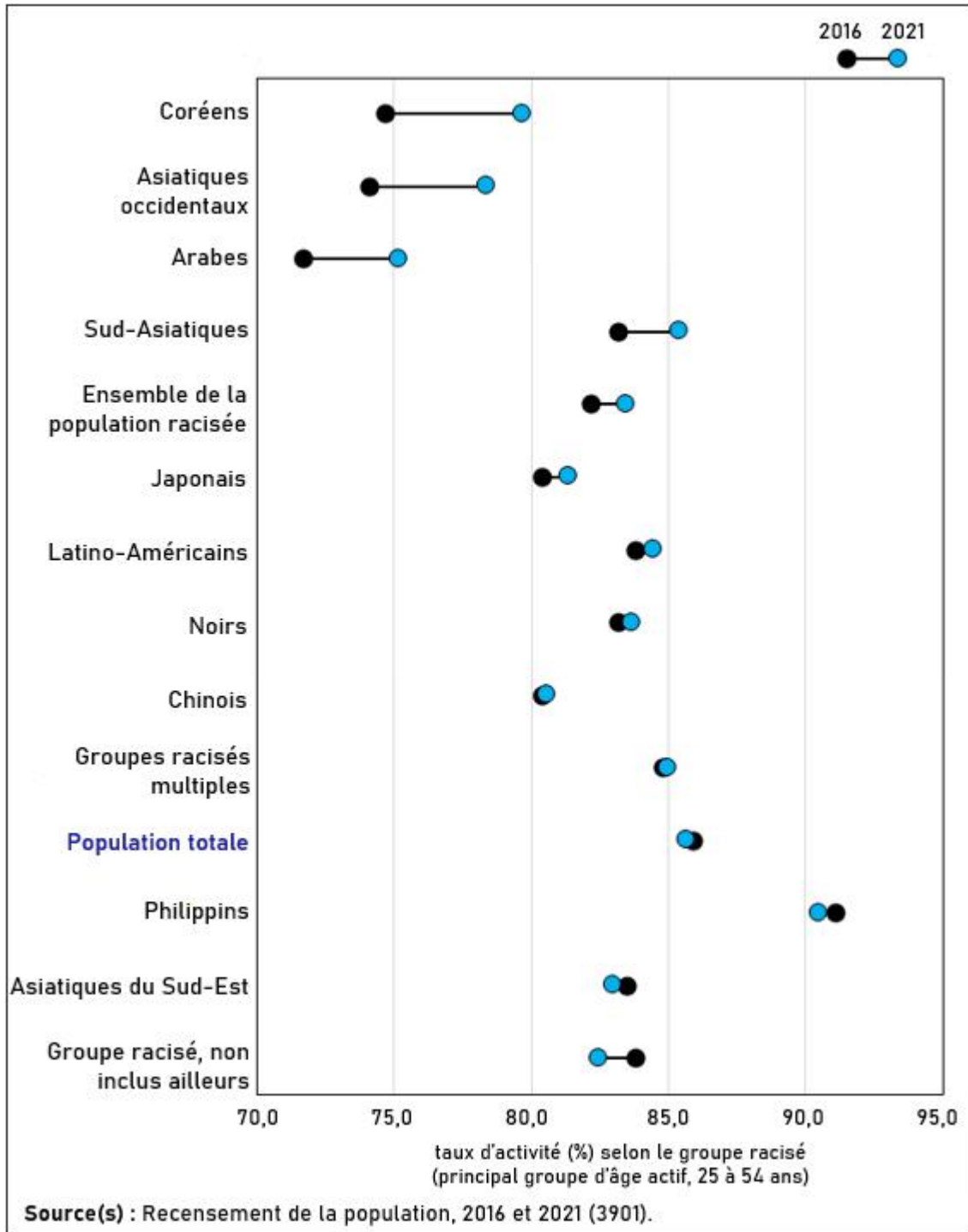


Source(s) : Recensement de la population, 2006, 2016 et 2021 (3901), et Enquête nationale auprès des ménages, 2011 (5178).

Bon nombre de facteurs peuvent entraîner des changements dans l'intégration des immigrants au marché du travail. Par exemple, comme mentionné dans le [communiqué du recensement sur la scolarité](#), les immigrants ayant obtenu la résidence permanente de 2016 à 2021 étaient plus scolarisés que ceux de toutes les cohortes précédentes, et près de 6 sur 10 étaient titulaires d'un baccalauréat ou d'un diplôme de niveau supérieur. De plus, une analyse du [communiqué du recensement sur l'immigration](#) indique que plus du tiers des immigrants récents sont d'abord venus temporairement au Canada avant de demander leur résidence permanente, comparativement à 17,9 % chez les immigrants de longue date. La grande majorité (77,3 %) des immigrants récents ayant cette expérience préalable à l'admission avaient un permis de travail temporaire. L'expérience de travail acquise au Canada avant de devenir résidents permanents s'est avérée un facteur déterminant dans l'amélioration des résultats sur le marché du travail.

L'activité sur le marché du travail est soutenue par des augmentations chez certains groupes racisés

**Infographie 4 – L'activité sur le marché du travail est soutenue par des augmentations chez certains groupes racisés**



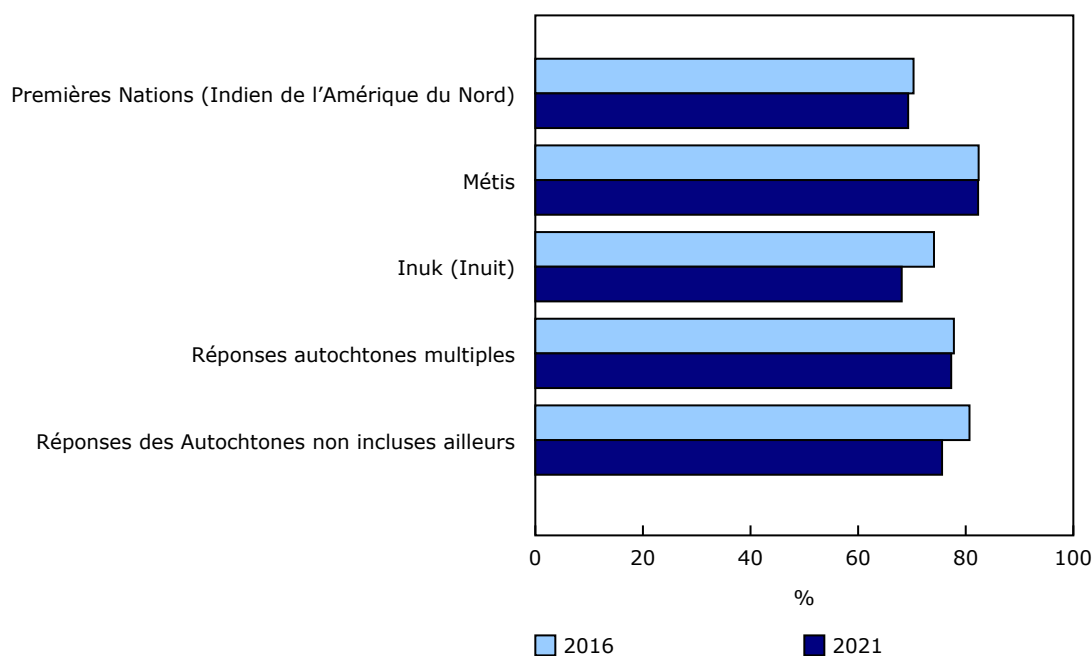
Les membres des groupes racisés sont confrontés à un certain nombre d'obstacles qui entravent l'équité sur le marché du travail, et le taux d'activité sur le marché du travail de tous les groupes racisés est traditionnellement inférieur au taux global. Dans le contexte du vieillissement de la population et de la pression à la baisse exercée sur le taux d'activité global, les données du recensement, combinées aux données mensuelles de l'Enquête sur la population active (EPA), fournissent des renseignements sur les différences dans les taux d'activité au sein des divers groupes de Canadiens ou entre ces groupes.

De 2016 à 2021, chez les Canadiens âgés de 25 à 54 ans qui sont membres d'un groupe racisé, le taux d'activité a augmenté de 1,2 point de pourcentage (passant de 82,2 % à 83,4 %), comparativement au recul de 0,3 point de pourcentage (pour passer à 85,6 %) pour la population totale âgée de 25 à 54 ans. La plus forte augmentation a été observée chez les Canadiens d'origine coréenne appartenant au principal groupe d'âge actif (+4,9 points de pourcentage pour s'établir à 79,6 %), suivis des Canadiens d'origine asiatique occidentale (+4,2 points de pourcentage pour s'établir à 78,3 %). Le taux d'activité a augmenté chez les Canadiens d'origine sud-asiatique (+2,1 points de pourcentage pour s'établir à 85,3 %) et latino-américaine (+0,6 point de pourcentage pour s'établir à 84,4 %), ce qui porte le taux des deux groupes à un niveau semblable au taux global (85,6 %).

Au Canada, plus du quart (26,5 %) des personnes en emploi en mai 2021 étaient membres d'un groupe racisé, et la proportion était de plus de la moitié (55,5 %, soit 1,6 million) dans la RMR de Toronto. De tous les groupes racisés, les Canadiens d'origine sud-asiatique représentaient la part la plus importante de l'emploi à Toronto (19,6 %, soit 569 000). Dans la RMR de Vancouver, 52,7 % (707 000) des personnes en emploi appartenaient à un groupe racisé, et les Canadiens d'origine chinoise (16,7 %, soit 224 000) constituaient le groupe le plus important.

**Les taux d'activité diminuent chez les membres des Premières Nations et les Inuit puisque la croissance de leur population active est plus faible que l'accroissement de leur population**

## Graphique 2 Baisse du taux d'activité observée dans tous les groupes autochtones du principal groupe d'âge actif



Source(s) : Recensement de la population, 2016 et 2021 (3901).

Comme il est mentionné dans la [communiqué du recensement sur la scolarité](#), la proportion d'Autochtones qui ont terminé leurs études secondaires et ont obtenu un baccalauréat augmente, même si le rythme de croissance du nombre de titulaires d'un baccalauréat est plus faible pour les Premières Nations, les Métis et les Inuit que pour la population non autochtone. Étant donné que le vieillissement de la population exerce une pression à la baisse sur l'offre de main-d'œuvre, les gouvernements et les employeurs ont déterminé que l'optimisation des compétences et des talents des Autochtones constitue une composante importante pour assurer la prospérité future et un marché du travail plus équitable.

Le nombre d'emplois chez les membres des Premières Nations âgés de 25 à 54 ans s'est accru de plus de 13 000 de 2016 à 2021, principalement dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale et celui des administrations publiques. Malgré cette croissance, le taux d'activité de ce groupe a baissé de 1,0 point de pourcentage (passant de 70,3 % à 69,3 %) au cours de la même période de cinq ans. Cela s'explique en partie par le fait que l'emploi n'a pas crû au même rythme que la population, le nombre de membres des Premières Nations du principal groupe d'âge actif ayant augmenté de 6,0 % de 2016 à 2021, soit une hausse plus prononcée que la croissance de leur emploi (+4,5 %).

Chez les Inuit âgés de 25 à 54 ans, le taux d'activité a diminué, passant de 74,1 % en 2016 à 68,0 % en 2021 alors que la baisse du nombre de travailleurs inuit ou de chercheurs d'emploi de ce groupe d'âge (-250, soit -1,4 %) a été compensée par leur forte croissance démographique (+1 800, soit +7,4 %).

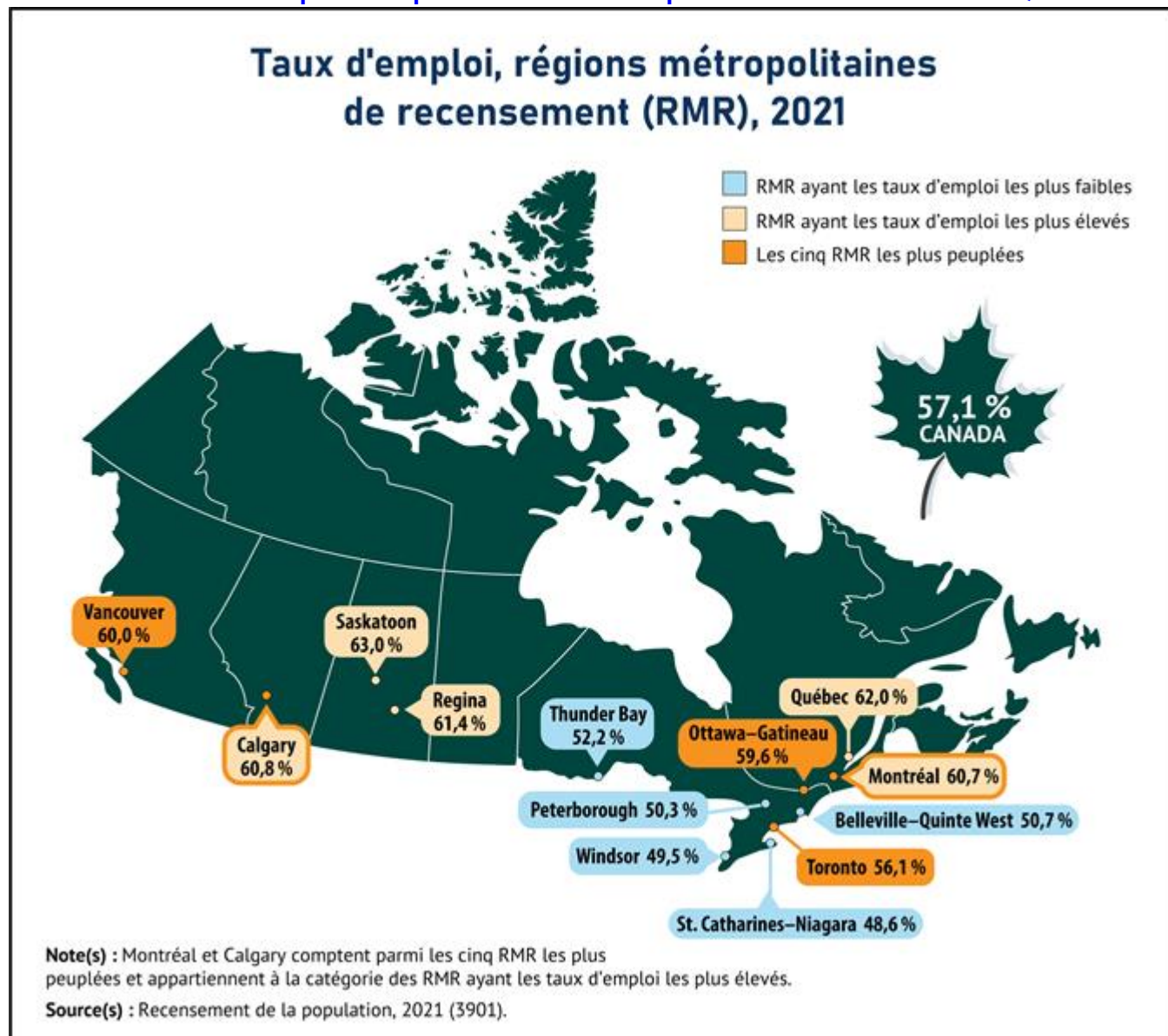
Chez les Métis âgés de 25 à 54 ans, le taux d'activité était de 82,3 % en 2021, un taux inchangé par rapport à 2016 (82,4 %) alors que le nombre de travailleurs ou de chercheurs d'emploi métis du principal groupe d'âge actif a augmenté (+4 100, soit +2,1 %) sensiblement au même rythme que la population de ce groupe (+5 000, soit +2,2 %).



## Les régions et les collectivités du Canada rencontrent des possibilités et des défis diversifiés sur le marché du travail

Les conditions locales du marché du travail sont façonnées par des facteurs tels que la démographie, l'immigration, la diversité et la croissance de l'industrie

### Carte 2 – Les taux d'emploi sont plus élevés dans les provinces des Prairies et au Québec



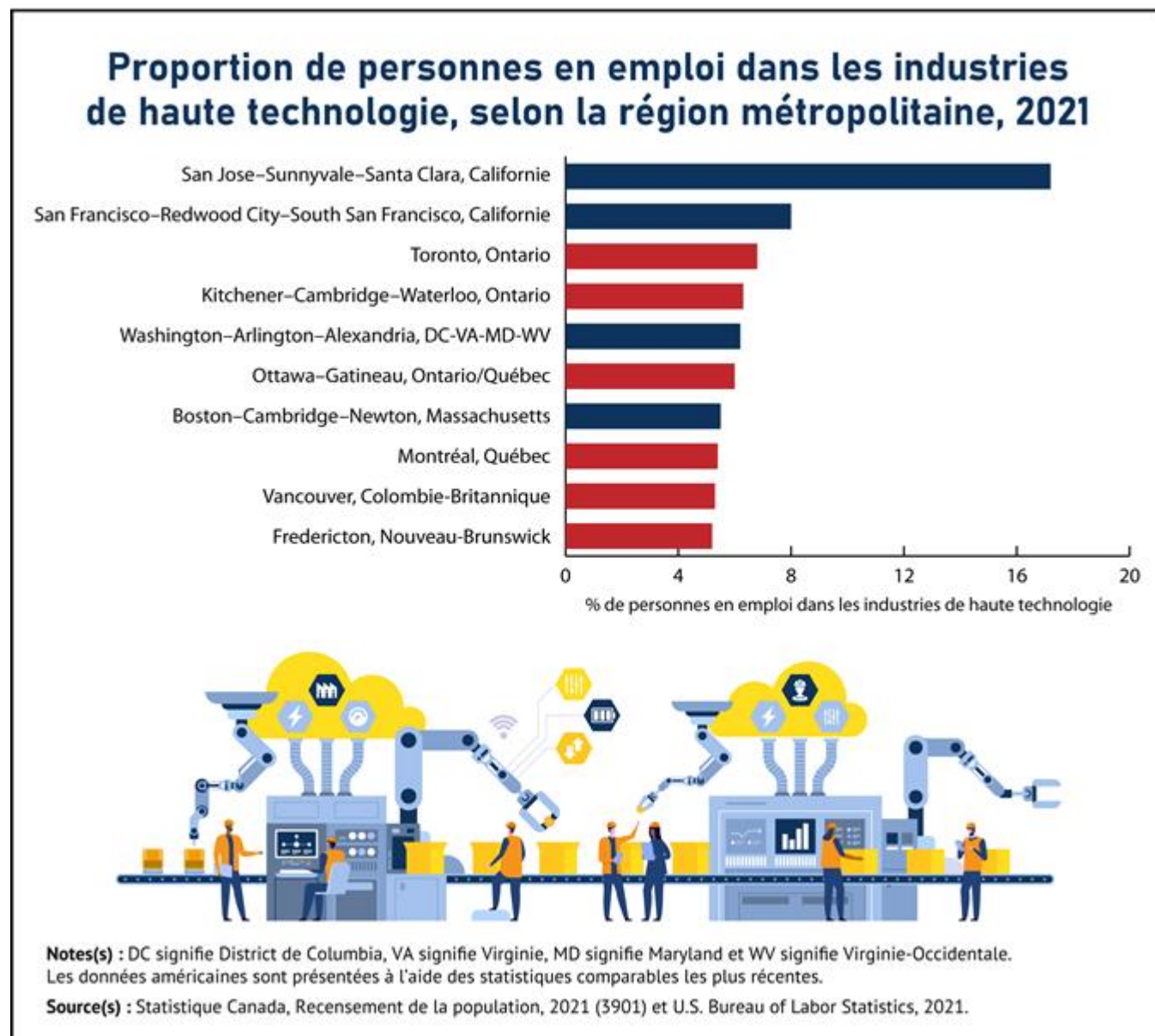
Dans l'ensemble des RMR, les taux d'emploi en mai 2021 variaient beaucoup, allant de taux aussi élevés que 63,0 % à Saskatoon et 62,0 % à Québec à des taux aussi bas que 48,6 % à St. Catharines-Niagara et 49,5 % à Windsor. De même, parmi les agglomérations de recensement (centres urbains comptant au moins 10 000 habitants, mais moins de 100 000 habitants), le taux d'emploi en mai 2021 variait entre des taux aussi élevés que 74,5 % à Yellowknife et des taux aussi bas que 29,4 % à Elliott Lake, l'une des collectivités de retraités les plus prisées en Ontario.



La mesure dans laquelle les indicateurs du marché du travail varient d'une collectivité locale à l'autre reflète la manière complexe dont les circonstances, les possibilités et les défis locaux se combinent avec les mêmes facteurs qui façonnent le marché du travail national, y compris le vieillissement de la population, l'immigration, l'accroissement de la diversité et de l'inclusion de même que les différences de croissance de l'emploi entre les secteurs.

**Le secteur des technologies de l'information et des communications est un employeur clé dans six centres de haute technologie au Canada, qui emploie au total plus de 600 000 travailleurs**

### Infographie 5 – Les villes canadiennes sont des carrefours de haute technologie en Amérique du Nord



Ces dernières années, les progrès réalisés dans l'économie numérique ont modifié fondamentalement la façon dont les personnes et les entreprises interagissent, ce qui a entraîné des transformations rapides dans la façon dont nous communiquons et élargi les façons dont les biens et services sont produits et distribués. Le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) est un regroupement de secteurs d'industries qui sont au cœur de la croissance de l'économie numérique, notamment la conception de systèmes informatiques et les services connexes, les éditeurs de logiciels et la fabrication de semi-conducteurs et d'autres composants électroniques. L'emploi dans le secteur des TIC comprend les Canadiens travaillant comme ingénieurs en logiciel et développeurs de logiciels, professionnels en informatique et concepteurs graphistes.

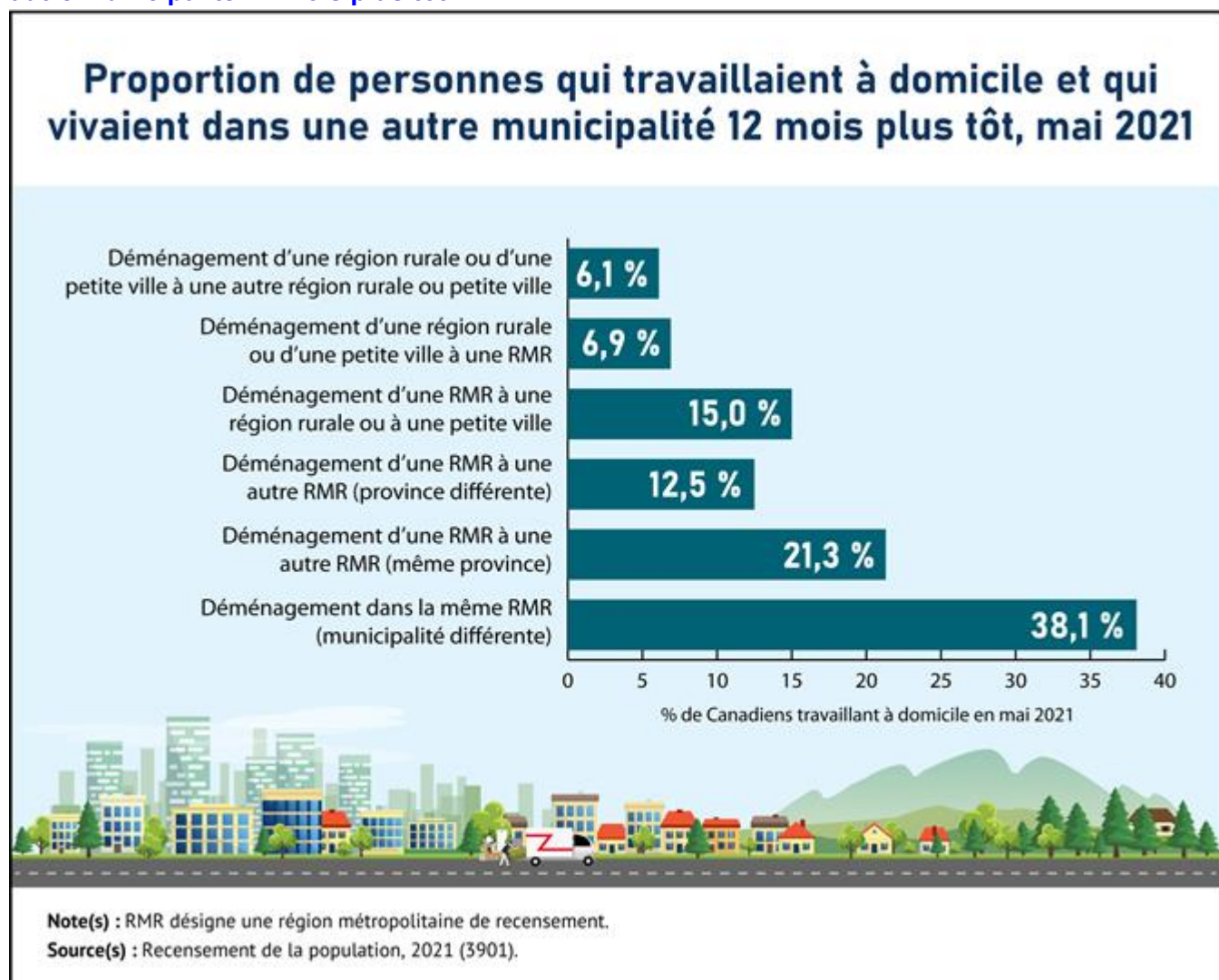
Dans l'ensemble du Canada, l'emploi dans le secteur des TIC a augmenté de plus du cinquième (+20,2 %, soit +113 000) de 2016 à 2021 et, en mai 2021, 673 000 Canadiens travaillaient dans ce secteur, ce qui représente 3,9 % de l'emploi total, en hausse par rapport à 3,3 % en 2016. Pour illustrer l'importance de ce secteur en pleine croissance, en mai 2021, les TIC représentaient une plus grande proportion de l'emploi total que les secteurs de l'agriculture (2,3 %) et des ressources naturelles (1,3 %) réunis.

Alors que les immigrants jouent un rôle clé dans bon nombre de secteurs, le marché mondial des compétences et des talents est particulièrement notable pour le secteur des TIC. Plus du tiers (38,9 %) des personnes employées dans le secteur des TIC en mai 2021 étaient des immigrants, par rapport à une moyenne de plus du quart (25,5 %) pour l'ensemble des secteurs. Plus de la moitié (54,8 %, soit 62 000) de la croissance du secteur de 2016 à 2021 a été observée chez les immigrants.

Le secteur des TIC joue un rôle particulièrement important dans de nombreux marchés du travail locaux dans l'ensemble du Canada. Parmi les 10 grands centres technologiques en Amérique du Nord — domaines où le secteur des TIC représentait la plus grande proportion d'emplois en 2021 — 6 se trouvaient au Canada, dont les RMR de Toronto (6,8 %), de Kitchener–Cambridge–Waterloo (6,3 %), d'Ottawa–Gatineau (6,0 %), de Montréal (5,4 %), de Vancouver (5,3 %), et de Fredericton (5,2 %).

Pour certains, le travail à domicile crée de nouvelles possibilités de travailler en dehors des grandes villes

### Infographie 6 – En mai 2021, 221 000 Canadiens qui travaillaient à domicile vivaient dans une autre municipalité 12 mois plus tôt



L'un des effets les plus importants de la pandémie sur le marché du travail a été la transition vers le travail à domicile, ce qui a fait ressortir une série de problèmes, notamment la capacité de transformer rapidement les bureaux et les lieux de travail à l'aide de la technologie. En outre, le travail à domicile a contribué à mettre en évidence les différences dans les aspects de la qualité de l'emploi — y compris la capacité à établir un équilibre entre les responsabilités professionnelles et personnelles — selon les professions et les divers groupes.

En mai 2021, 4,2 millions de personnes travaillaient à domicile, en hausse par rapport à 1,3 million en 2016. Parmi celles-ci, environ 1 personne sur 20 (5,3 %, soit 221 000) vivait dans une municipalité différente de celle où elle vivait 12 mois plus tôt. Plus du tiers de ces personnes ayant déménagé (38,1 %, soit 85 000) vivaient dans une autre municipalité de la même RMR, tandis que 15,0 %, soit 33 000, avaient quitté une RMR pour s'installer dans une petite ville ou une région rurale. Alors que les Canadiens déménagent d'une municipalité à une autre pour plusieurs raisons — les données diffusées précédemment à partir du recensement de mai 2021 montrent que 12,2 % de tous les Canadiens avaient quitté leur résidence qu'ils occupaient 12 mois plus tôt —, certaines personnes ayant déménagé peuvent avoir vu le travail à domicile comme une possibilité de déménager.

---

En mai 2021, près de 16 000 travailleurs à domicile qui avaient habité dans la RMR de Toronto 12 mois plus tôt vivaient au moment du recensement à Hamilton, à Oshawa, à Kitchener–Cambridge–Waterloo, à Barrie ou à Ottawa–Gatineau. De plus, certains anciens Torontois travaillaient à domicile et vivaient dans les RMR de Vancouver (2 000), de Montréal (1 500), de Calgary (700) et d'Halifax (700).

Deux provinces — la Colombie-Britannique (+5 200) et la Nouvelle-Écosse (+2 100) — ont enregistré des hausses nettes du nombre de personnes qui travaillaient à domicile en mai 2021 et qui vivaient dans une autre province 12 mois auparavant. Parallèlement, l'Ontario (-6 300) et l'Alberta (-2 200) ont affiché des baisses nettes.

### **Alors que la diversité linguistique augmente au sein des ménages, le français et l'anglais demeurent les langues utilisées au travail par la vaste majorité des travailleurs**

Des résultats plus détaillés concernant les langues de travail, y compris des analyses des tendances au fil du temps et des différences entre divers groupes de travailleurs et types d'emplois pour certaines régions d'intérêt, figurent dans l'article intitulé « [Parlant de travail : les langues de travail à travers le Canada](#) » de la série *Recensement en bref*.

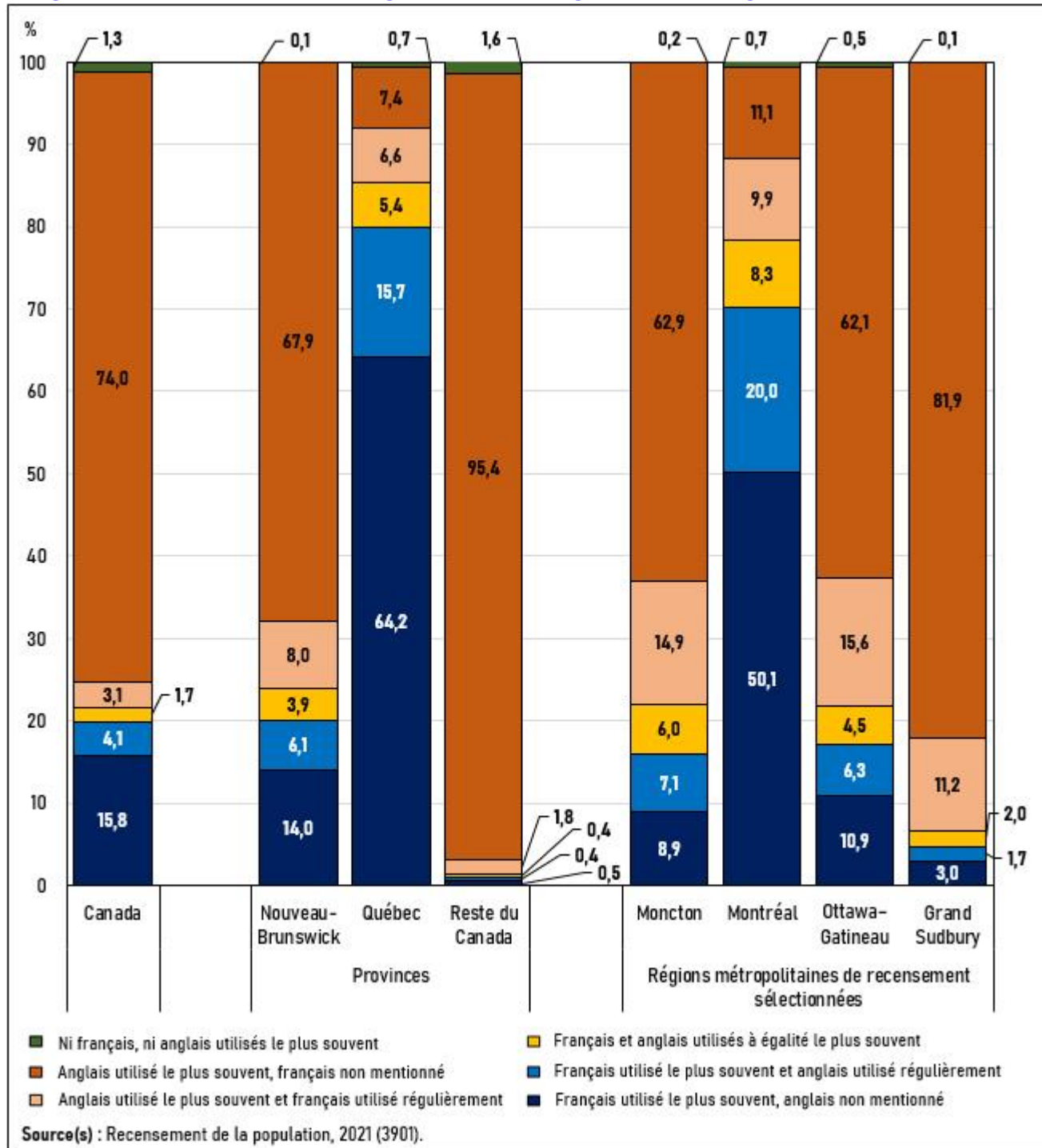
Alors que [le nombre et la proportion de Canadiens qui utilisent une langue non officielle à la maison atteignaient de nouveaux sommets en 2021](#), le français et l'anglais demeuraient les langues de convergence dans les milieux de travail partout au Canada, la plupart des travailleurs utilisant au moins l'une de ces deux langues.

Parmi les travailleurs qui occupaient un emploi du 2 au 8 mai 2021 (semaine de référence du recensement), la grande majorité (98,7 %) utilisaient le français ou l'anglais le plus souvent au travail. En revanche, 87,7 % de ces travailleurs utilisaient le français ou l'anglais le plus souvent à la maison.

L'utilisation de chacune de ces deux langues au travail était très variable d'un bout à l'autre du pays.

Parmi les travailleurs habitant au Québec, le français était utilisé principalement au travail par 4 travailleurs sur 5 (79,9 %), alors que l'anglais était utilisé principalement par 14,0 % des travailleurs. Additionnellement, 5,4 % des travailleurs déclaraient utiliser le français et l'anglais à égalité. Les autres (0,7 %) n'utilisaient ni le français ni l'anglais le plus souvent au travail. Le bilinguisme français-anglais au travail était fréquent au Québec, 27,8 % des travailleurs déclarant utiliser les deux langues de façon régulière au travail. Au total, 92,1 % des travailleurs utilisaient régulièrement le français au travail et 35,4 % utilisaient régulièrement l'anglais.

**Infographie 7 – Le français et l'anglais sont les langues de convergence au travail au Canada**



Dans la RMR de Montréal, qui représentait en 2021 environ la moitié (51,6 %) de la population en emploi au Québec, 70,0 % des travailleurs utilisaient principalement le français, 21,0 % utilisaient principalement l'anglais et 8,3 % déclaraient utiliser le français et l'anglais à égalité. C'étaient 38,3 % des travailleurs qui utilisaient à la fois le français et l'anglais de façon régulière au travail.



Au Nouveau-Brunswick, 20,1 % des travailleurs utilisaient principalement le français au travail, 75,9 % utilisaient principalement l'anglais et 3,9 % utilisaient le français et l'anglais à égalité. Il y avait 18,0 % des travailleurs qui utilisaient à la fois le français et l'anglais de façon régulière au travail. À Moncton, la plus grande RMR du Nouveau-Brunswick et une importante région de contact entre les populations de langues française et anglaise dans la province, 28,0 % des travailleurs utilisaient les deux langues sur une base régulière.

À l'extérieur du Québec et du Nouveau-Brunswick, l'anglais était généralement la langue de travail prédominante, 92,6 % des travailleurs utilisant uniquement l'anglais au travail et 98,7 % l'utilisant au moins de façon régulière. L'utilisation de plusieurs langues au travail était également moins fréquente : 6,1 % des travailleurs utilisaient plus d'une langue au travail sur une base régulière (souvent l'anglais et une langue non officielle) comparativement à 18,6 % au Nouveau-Brunswick et à 28,7 % au Québec (souvent le français et l'anglais).

Cependant, certaines régions à l'extérieur du Québec et du Nouveau-Brunswick se démarquent par une plus grande présence du français dans leurs milieux de travail. Par exemple, les régions présentant les proportions les plus élevées de travailleurs qui utilisent le français au moins régulièrement au travail étaient les comtés de Digby (29,3 % des travailleurs) et de Yarmouth (14,0 %) dans le sud de la Nouvelle-Écosse, les comtés de Prescott et Russell (63,1 %) et de Stormont, Dundas et Glengarry (23,4 %) ainsi que la ville d'Ottawa (23,4 %) dans l'est de l'Ontario, et les districts de Cochrane (37,5 %) et de Timiskaming (20,9 %) ainsi que la ville du Grand Sudbury (17,8 %) dans le nord de l'Ontario.

Outre le français et l'anglais, les langues utilisées régulièrement au travail par le plus grand nombre de travailleurs au Canada étaient le mandarin (environ 130 000 personnes), le pendjabi (102 000), le yue (cantonais) (83 000) et l'espagnol (81 000).

Dans l'ensemble du Canada, 39 600 travailleurs utilisaient une langue autochtone régulièrement au travail. Les langues cries étaient les plus répandues parmi ces langues; elles étaient utilisées régulièrement par 12 900 travailleurs, principalement au Québec et dans les provinces des Prairies. Venaient ensuite l'inuktitut et les autres langues inuites, utilisées par 9 900 travailleurs, principalement au Nunavut et au Nunavik, dans le nord du Québec. Au Nunavut, 42,8 % des travailleurs utilisaient régulièrement une langue inuite au travail, tout comme 77,2 % des travailleurs au Nunavik.

### **Un meilleur portrait des langues utilisées au travail, mais un effet sur la comparabilité avec les cycles de recensement précédents**

En 2021, la question du recensement sur les langues de travail a été modifiée, ce qui a permis de réduire le fardeau de réponse et d'améliorer la qualité des données. Cependant, cela a une incidence sur la comparabilité des données avec les cycles précédents. Les comparaisons des données portant sur les langues utilisées le plus souvent au travail doivent être faites avec prudence, alors que les données relatives aux autres langues utilisées régulièrement au travail ne devraient pas être comparées à celles des cycles précédents.

Les lecteurs intéressés par les tendances en matière de langues de travail dans différentes régions sont invités à consulter l'article intitulé « [Parlant de travail : les langues de travail à travers le Canada](#) » de la série *Recensement en bref*.

### **Regard vers l'avenir**

Au cours des mois et des années à venir, Statistique Canada continuera de fournir aux Canadiens des renseignements essentiels pour comprendre le marché du travail et la conjoncture économique, en utilisant la richesse des données du Recensement de 2021, unique par ses détails géographiques et sociodémographiques, et une série d'enquêtes continues sur la population active, y compris l'EPA, l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail et l'Enquête sur les postes vacants et les salaires.

## Note aux lecteurs

Nous vous invitons à télécharger l'[application StatsCAN](#) pour visualiser les résultats du recensement.

### Définitions, concepts et géographie

Tous les résultats présentés dans ce communiqué sont fondés sur les limites géographiques de 2021.

Dans le présent communiqué, une région métropolitaine de recensement (RMR) est un centre urbain comptant 100 000 habitants ou plus. Une agglomération de recensement est un centre urbain comptant au moins 10 000 habitants, mais moins de 100 000 habitants.

Le terme « municipalité » réfère dans ce communiqué à une subdivision de recensement.

Le terme « Canadiens » désigne les personnes qui résident au Canada, sans égard au statut de citoyenneté.

Le terme « Immigrant récent » désigne un immigrant qui a obtenu le statut d'immigrant reçu ou de résident permanent pour la première fois au cours de la période de cinq ans ayant précédé un recensement donné.

Dans le cadre du présent rapport, les personnes utilisant « principalement » le français ou l'anglais au travail sont celles qui utilisaient une seule de ces deux langues le plus souvent au travail. Cela exclut les personnes qui disaient utiliser le français et l'anglais à égalité, mais inclut celles qui utilisaient le français ou l'anglais à égalité avec une langue non officielle.

### Comparabilité entre la Classification nationale des professions 2021 version 1.0 et la Classification nationale des professions 2016 version 1.3

La publication de la [Classification nationale des professions \(CNP\) 2021 version 1.0](#) introduit un changement structurel majeur. La CNP 2021 version 1.0 remanie la structure du « niveau de compétence » en introduisant une nouvelle catégorisation représentant le degré de formation, d'études, d'expérience et de responsabilités (FEER) requis pour une profession. La CNP 2021 version 1.0 présente également une nouvelle structure hiérarchique à 5 chiffres, par rapport à une structure hiérarchique à 4 chiffres dans les versions précédentes de la classification. Pour obtenir plus de renseignements sur la FEER, consultez le document « [Variante de la Classification nationale des professions \(CNP\) 2021 version 1.0 pour Analyse par catégorie de FEER \(formation, étude, expérience et responsabilités\)](#) ».

Des changements ont été apportés à tous les niveaux de la structure de la CNP entre les publications de la CNP 2016 version 1.3 et de la CNP 2021 version 1.0. Certains éléments ont été révisés tandis que d'autres ont été ajoutés, divisés, transférés ou fusionnés. Pour une liste complète de tous les changements détaillés au niveau du groupe de base (le niveau le plus détaillé de la structure de la CNP) consultez le [tableau de correspondance entre la Classification nationale des professions \(CNP\) 2016 v1.3 et la Classification nationale des professions \(CNP\) 2021 v1.0](#).

Pour obtenir une définition détaillée des concepts sur le travail et la langue de travail ou aux régions géographiques du recensement, veuillez consulter le [dictionnaire du recensement](#) ou voir les capsules des concepts.

### Produits et diffusions du Recensement de la population de 2021

Aujourd'hui, Statistique Canada diffuse la septième série de résultats tirés du Recensement de la population de 2021.

Plusieurs produits du Recensement de 2021 sont maintenant accessibles à partir du module Web du [Programme du recensement de 2021](#). Ce module Web a été conçu pour donner un accès facile et sans frais aux données du recensement.

Les [produits analytiques](#) comprennent un communiqué dans Le Quotidien et un article dans la série Recensement en bref.

D'autres articles de la série Recensement en bref seront diffusés dans les prochains mois.

Les [produits de données](#) comprennent des résultats portant sur le travail et la langue de travail, pour diverses régions normalisées et sont accessibles au moyen du [Profil du recensement](#), des [Faits saillants en tableaux](#) et des [tableaux de données](#).

La série [Perspective géographique](#) présente des données et des faits saillants sur les thèmes clés de cette diffusion du Quotidien, et ce, pour divers niveaux géographiques.

Les [produits de référence](#) sont conçus pour aider les utilisateurs à tirer le maximum des données du recensement. Ils comprennent le [Guide du Recensement de la population, 2021](#), le [Dictionnaire, Recensement de la population, 2021](#), les [questionnaires du Recensement de la population de 2021](#), et les [Lignes directrices sur la qualité des données du Recensement de 2021](#). Le dictionnaire, les guides de référence, et les lignes directrices sur la qualité des données sont mis à jour en fonction des nouveaux renseignements tout au long du cycle de diffusion. Le [Guide de référence sur le travail, Recensement de la population, 2021](#) et le [Guide de référence sur les langues, Recensement de la population, 2021](#) sont également accessibles.



Les produits et services géographiques liés au Programme du Recensement de 2021 se trouvent sous [Géographie du recensement](#). Cela comprend [GéoRecherche](#), un outil de cartographie interactif, et des [cartes thématiques](#), qui montrent des données pour diverses régions géographiques normalisées, ainsi que [Perspective géographique](#), et le [Visualisateur de données du Programme du recensement](#), qui sont des outils de visualisation de données.

L'article de la série Recensement en bref suivant, [Parlant de travail : les langues de travail à travers le Canada](#), est également disponible.

Il est possible de visualiser les capsules sur les concepts du recensement à partir du [centre de formation du recensement](#).

Le 30 novembre 2022 marque la dernière diffusion principale du Recensement de la population de 2021. Veuillez consulter le [calendrier de diffusion du Recensement de 2021](#) pour obtenir la liste complète des thèmes qui ont déjà été diffusés.

**Tableaux disponibles :** [98-10-0402-01](#), [98-10-0403-01](#), [98-10-0405-01](#), [98-10-0412-01](#), [98-10-0420-01](#), [98-10-0423-01](#), [98-10-0435-01](#), [98-10-0437-01](#), [98-10-0443-01](#), [98-10-0445-01](#) à [98-10-0456-01](#) , [98-10-0464-01](#), [98-10-0465-01](#), [98-10-0519-01](#) à [98-10-0522-01](#) , [98-10-0524-01](#) à [98-10-0529-01](#) et [98-10-0533-01](#).

**Définitions, source de données et méthodes :** numéro d'enquête [3901](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias ([statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca](mailto:statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca)).